

La MRC du Fjord autorise les démarches

Nouveau parc au sud du lac Kénogami

DENIS VILLENEUVE

dvilleeneuve@lequotidien.com

SAINT-HONORÉ — D'ici deux ans, le Saguenay-Lac-Saint-Jean devrait être doté d'un nouveau parc régional de conservation d'une centaine de kilomètres carrés situé au sud du lac Kénogami sur le territoire du lac Ministuk.

Le conseil de la MRC du Fjord en a fait l'annonce, hier soir, lors de sa première assemblée publique de l'année en adoptant une résolution autorisant la directrice générale, Christine Dufour, à entreprendre les démarches menant à la création du parc auprès du ministère des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire.

Selon les explications fournies par le préfet Jean-Marie Claveau, il y a déjà plus de 25 ans que l'idée de protéger le milieu naturel et le paysage

du lac Kénogami germe parmi les propriétaires riverains et villégiateurs du plan d'eau.

Il rappelle qu'à une certaine époque, des citoyens s'étaient opposés à l'exploitation forestière sur le versant sud du lac dans l'idée de préserver l'encadrement visuel du paysage.

C'est ainsi qu'était née, il y a quelques années, d'une corporation intermunicipale regroupant Larouche, Hébertville, Saguenay qui avait aménagé un sentier pédestre de 43 kilomètres entre l'entrée de la Réserve faunique des Laurentides et Hébertville.

« On sait que le lac Kénogami constitue la prise d'eau de toute la population de Saguenay. Une partie de ce secteur est également une aire de confinement du cerf de Virginie. Il s'agit d'un secteur où il se fait de la recherche forestière et où sera aménagé le plus grand parc éolien du Québec. Nous croyons qu'il faut mettre en valeur ce territoire

avec des activités récréatives en lien avec le potentiel du milieu », explique M. Claveau.

Toutefois, certains enjeux devront faire l'objet de discussions puisque des compagnies forestières sont titulaires de CAAF tandis que 40 titres miniers sont détenus, auxquels s'ajoute une trentaine de baux de villégiature.

Bien des démarches restent à accomplir avant la création de la nouvelle entité puisqu'un plan directeur de développement incluant le concept, les coûts et le plan de développement devront être confectionnés en plus de nombreuses démarches effectuées auprès de divers ministères.